

Échange à partir de la [lettre de Jean-Marc Royer](#) à Rancière qui a été publié dans le numéro 228 du site [Lundi matin](#). En souligné le passage qui importe avec la remarque en gras de J-M Boyer et pour réponse en rouge l'apport de J. Wajnsztein.

Mis à jour le 9 mars 2020

Jacques, bonjour.

Ordinairement, je refuse toute « discussion » par mail car ce moyen de « communiquer » engendre inévitablement des embrouilles et des polémiques (j'en ai maintenant 26 ans d'expérience) qui sont généralement prises pour des échanges théoriques (misère de la théorie et désert de la critique).

Rien ne peut remplacer l'humanité et la richesse d'une énonciation face à face, surtout pas le numérique.

Je tente ici exceptionnellement l'expérience d'un échange de type volontairement épistolaire, nous verrons bien, mais si je sens s'installer des quiproquos et des malentendus inextricables, alors j'arrêterai sans pathos, tout simplement.

J'ai pris comme base ton mail que j'ai retranscrit sous la forme d'un texte ou d'une lettre ; j'ai questionné les passages surlignés en jaune ou commenté certains autres en bleu. Voici ce que cela donne.

Jean-Marc

Jean-Marc,

Quelques remarques

- Bourdieu comme Rancière confondent méthode exemplaire du pouvoir et lutte exemplaire. On peut effectivement dire que la méthode de la réforme des retraites de Macron est « exemplaire » car premièrement elle n'attaque pas tout le système de front contrairement à la réforme Juppé qui s'attaquait à la Sécurité sociale dans son ensemble ; deuxièmement parce qu'elle ne s'attaque pas directement à la répartition qui, quoiqu'en dise Rancière,

continuera à être le régime principal de retraite (mais par points) (cela fait partie des recommandations de l'OCDE, la BM et du FMI : ne pas supprimer la répartition, mais la minorer peu à peu); il faudrait vérifier : les recommandations sont d'assurer des régimes de retraite viables, mais leur organisation est toujours liée aux spécificités internes du pays. On n'est pas au Chili ! Ainsi, en France un pays où le pouvoir a pour le moment refusé la création de fonds de pension ne peut pas se poser sa réforme dans la perspective de la capitalisation. « Quant à minorer la répartition », il faudrait que tu en apportent la preuve alors que pas un seul expert est d'accord sur les effets de la réforme comme je le dis quelques lignes plus bas ; troisièmement parce qu'elle est présentée comme plus égalitaire car plus universaliste d'où l'adhésion de la CFDT ; enfin quatrièmement parce qu'elle sème le trouble dans les esprits puisqu'il n'y a pas deux experts qui soient d'accord entre eux (cf. aussi le récent avis du Conseil d'Etat) sur le sens principal de la réforme. Pour ne prendre qu'un exemple les discussions autour de : avantage ou désavantage pour les femmes du projet donnent lieu à des matchs qu'aucun arbitre ne peut démêler. Idem chez les statisticiens qui révèlent que la réforme doit très nettement profiter au plus pauvres (la mesure des 1000 euros), alors que les politiques doutent de la réalité de la mesure. Cela n'a pas empêché deux erreurs (de qui ?) l'une sur les éléments « paramétriques » de financement, l'autre sur l'âge pivot (peux-tu développer ?). Deux erreurs du pouvoir politique macroniste. L'une d'ordre budgétaire qui est devenu un élément extérieur venant troubler le concoctage technique de la réforme des retraites en introduisant un élément d'équilibre financier qui n'est pas interne au projet de réforme (d'où le terme de paramétrique) ; l'autre d'ordre à la fois d'équilibre du régime lui aussi avec la question de l'âge pivot, mais surtout d'ordre politique parce que cela correspondait à la demande expresse de LR (et derrière, plus implicite, du MEDEF)

Si la méthode du pouvoir est « exemplaire », celle de ses opposants ne l'est pas car ils n'ont tenu aucun compte de ce qui s'est passé ces dernières années : aucun compte de la défaite de la grève précédente à la SNCF et aucun compte de ce que le mouvement des Gilets jaunes révélait. Alors que les mesures étaient annoncées et connues à l'avance par les syndicats, ceux-ci ont tout fait pour que les GJ restent dans l'isolement et qu'une lutte générale contre les inégalités et l'urgence sociale n'englobe pas une lutte partielle sur les retraites, mais que cela soit l'inverse.

Il leur a donc fallu d'abord endiguer l'extérieur, ce qui leur était en partie étranger, puis reprendre la main dans le cadre d'un mouvement plus large, mais plus canalisé. La grève et les manifestations sur les retraites sont restées de l'ordre de ce qui était attendu par les syndicats comme par le pouvoir, à l'inverse de l'interruption (Rancière) produite par le mouvement des Gilets jaunes.

En fait la grève, hors Paris avec la RATP, n'a, elle, rien interrompu du tout. Les médias se sont esbaudis sur « la base » qui s'auto-organiserait en dehors ou au-dessus des syndicats, mais s'auto-organiser pour quoi si c'est rester dans le légalisme syndical, les préavis, la défense de l'outil de travail, les manifs plan-plan ? Quoiqu'on entende, on peut dire qu'il n'y a pas eu « giletjaunisation » du mouvement de grève, tout juste y a-t-il eu giletjaunisation du cortège de tête.

- Bourdieu et Rancière sont des fidèles du mouvement ouvrier, de l'idéologie du travail et de son aristocratie ouvrière et de l'idéologie du service public type CNR. C'est ainsi qu'ils ne saluent pas par hasard les « soldats du travail » et du service public que sont les cheminots, de la même façon que Sartre ne saluait par hasard les ouvriers cégétistes stalinien de la Régie Renault.

Cela n'a rien d'étonnant pour Bourdieu, ce l'est plus pour Rancière qui célèbre par ailleurs les « sans parts » en y incluant même les Gilets jaunes bien qu'avec une certaine réticence.

De sa part, on ne peut que s'étonner du fait qu'il soit tant question de solidarité y compris dans le temps, alors que le régime de retraite issu du CNR et du gouvernement d'union de 1945 est plaqué sur et reproduit les inégalités inhérentes à la division capitaliste du travail. Certaines étaient certes reconnues comme celles liées aux conditions de travail et à l'espérance de vie (d'où les régimes spéciaux), mais d'autres non comme les inégalités de salaires, inégalités qui augmentent avec l'âge et donc au moment de la retraite à fortiori. La notion de solidarité n'est donc que générationnelle et est très éloignée de l'idée d'égalité qui semble pourtant être au cœur du projet de Rancière.

- Rancière décrit rapidement la fin des collectifs de travail et les incidences sur les régimes de protection et ici de retraite. Mais il y voit une sorte de « plan du capital », alors que c'est plutôt une mise en conformité avec les problèmes que pose la crise du travail. Or cette dernière, n'est ni mentionnée ni reconnue, ce qui exclut de fait les entrants sur le marché du travail et les chômeurs. « La retraite » est isolée du reste et n'apparaît nullement comme une urgence sociale nécessitant de descendre dans la rue avec une grande détermination, mais comme un droit des actifs bien méritants qui serait attaqué et qu'on devrait défendre.

Bon, mais cela a tout de même rapidement progressé ces temps-ci... comme toujours lors de tous les mouvements d'ampleur. *Non justement. Je pense que notre dernier texte est clair là-dessus. Les seuls qui ont fait le lien entre travail et retraites sont les salariés des derniers secteurs protégés par un métier particulier alors que le capital détruit tous les métiers. Comme nous le disons dans le tract : ils jettent leur vêtement ou outil de travail parce que c'est aussi le signe de leur statut (cheminots et enseignants) et de leur pouvoir (avocats, médecins, danseuses étoiles) et qu'en dehors même de la question des*

retraites ils ont peur de perdre ce statut, alors que les Gilets sont déjà déshabillés. Ils n'ont rien à jeter et s'habillent d'un GJ pour exister.

Par ailleurs, les salariés du privé n'ont pas bronché, alors pourtant qu'ils mènent des luttes invisibles contre les licenciements et au niveau de leurs entreprises. Pour prendre un exemple concret, dans la grosse entreprise pharmaceutique Sanofi d'un quartier de Lyon ou plusieurs salariés ont été Gilets jaunes dès l'origine, dont certains syndiqués CGT, ils n'ont jamais été plus d'une dizaine sur 3000 salariés sur le site à faire grève pour les retraites ... alors qu'une mesure répressive conduisant au licenciement d'un salarié précaire a entraîné une grève victorieuse de 350 personnes pendant une journée avec un coût financier énorme pour la direction. L'excuse du « le privé ne peut pas faire grève » répandu par les syndicats ne tient pas. Il n'y a même pas eu de grève par procuration comme en 1995, la procuration est restée au niveau d'un soutien par sondage : comme pour les GJ les français soutiennent le mouvement ou sont contre la réforme. La belle affaire !

Pourtant, travail et retraite n'ont coïncidé que peu de temps du point de vue historique **(coïncidé, que veux-tu dire ?)** *c'est-à-dire que le donnant-donnant du cotisation/prestation aussi bien intragénérationnel qu'intergénérationnel apparaisse à chaque pôle comme possible, « gagnant-gagnant » pour parler comme les politiciens, une vingtaine d'années entre 1975 et 2000, mais avant comme après la corrélation était tout sauf évidente ; avant les années 70 la retraite était trop tardive pour que les métiers manuels majoritaires à l'époque puissent en profiter (d'où la mise en place des « régimes spéciaux » *compensatoires*) et aujourd'hui elle est « trop » précoce par rapport à l'espérance de vie que l'on se place dans la perspective marxiste de la retraite comme « salaire différé » (en toute logique il faudrait augmenter beaucoup les salaires et baisser relativement les pensions, une situation envisagée pour les enseignants) ou dans la perspective capitaliste/fordiste d'un donnant-donnant de cotisations/prestations *qui reposait sur l'hypothèse d'une population active très importante quantitativement par rapport à la population totale.**

- ton opposition entre travail et vie est salutaire par rapport à l'oubli qu'en font Bourdieu comme Rancière, mais dans ces termes elle me paraît souffrir des mêmes faiblesses que la critique du travail que nous portions (les petits groupes informels sortis de l'ultra-gauche ou de l'anarchisme historique) dans les années 70 (ou aujourd'hui, mais encore de façon bien plus abstraite par l'école critique de la valeur). *Le résumé de tout ça se trouve dans L'évanescence de la valeur (J. Guigou et JW), l'Harmattan 2004, p. 37 à 69 : « Krisis et la critique du travail » (pas de version numérique) pour ce qui est des aspects plus théoriques. Je te mets néanmoins en fichier joint un texte plus actualisé réalisé pour la revue Variations : « Critique du travail et révolution du capital ».*

Peux-tu m'envoyer un texte illustrant ce point de vue des années 70 sur le travail STP ?

Il n'y a pas le travail d'un côté au sens du tripalium (référence qui est la tarte à la crème des « radicaux » depuis les situationnistes des années 60) et l'activité libre de l'autre ou encore l'activité qui se cacherait sous le travail, autre énoncé à la mode radicale au début des années 80 (cf. les revues *La banquise*, puis *le Brise glace*), mais une activité générique contradictoire *la référence (supra) explicite cela, mais on trouve des éléments proches dans le Marx des Manuscrits de 1844¹* qui, « pour revenir sur terre » permet de comprendre que pendant longtemps le fait d'aller « au chagrin » le lundi matin n'était pas contradictoire avec faire correctement son métier le mercredi, et tout ça dans l'aliénation et l'exploitation, attendre le vendredi avec impatience, attendre simultanément avec envie et angoisse la retraite, etc.

Critique de la valeur et travail.

J'ai assisté aux deux dernières années (2015-2017) du séminaire d'Anselm Jappe au Collège International de Philosophie et il n'y a pas une séance dans laquelle je ne sois intervenu sur divers points ; j'ai écouté les enregistrements de ses deux premières années à l'EHESS avec soin, crayon en main, et j'ai lu tout aussi soigneusement de nombreux articles ou livres de la CV. Si cela fait un moment que j'ai compris que la Critique de la Valeur s'arrête en chemin, qu'elle est « tronquée » (c'est l'adjectif fétiche de la CV), il n'empêche : j'ai pu constater que la jeune génération redécouvre Marx et la critique du capitalisme grâce, notamment, à la CV.

C'est un fait que j'ai remarqué à plusieurs reprises dans la région parisienne : par exemple, le lundi 27 janvier 2018, plus de mille personnes sont venues à la journée « Tout le monde déteste le travail », organisée par Lundi matin et qui surfait sur la CV ou sur des courants proches de la CV : Jérôme Baschet par exemple, qui est souvent publié par Lundi matin, est très proche de la CV. Le 11 septembre dernier, à la librairie Michèle Firk de Montreuil, il y avait plus de cent personnes, en grande majorité jeunes, pour écouter assidument un inconnu, Alastair Hemmens qui est écossais, lire sur sa tablette et pendant plus d'une heure la longue présentation de son livre *Ne travaillez jamais. Critique du travail en France*, de Charles Fourier à Guy Debord, édité par la maison « Crise et critique » récemment fondée par ce courant et qui sort par ailleurs une revue s'intitulant « Jaggernaut ».

Je vois qu'à peu près tout ce qui est dans « l'opposition révoltée », des décroissants aux communisateurs en passant par les municipalistes libertaires, connaît ce courant qui bénéficie d'une large audience dans tous les milieux de la radicalité, une audience surtout due à Anselm Jappe qui est un orateur rôdé,

susceptible de parler des heures sans notes, autour de sujets variés, mais dont je dois dire que, malgré des relances et même l'envoi d'un texte en vingt points, il n'a jamais accepté une rencontre sur des questions théoriques.

La réception des textes ne fait pas leur vérité. Jappe et l'école critique de la valeur ne répondent jamais à leurs critiques (même quand ils les connaissent) pour plusieurs raisons :

- *Ils pensent toujours être les seuls et les premiers critiques donc à quoi bon polémiquer.*
- *Ils sont bien une école au sens où ils ne veulent que des élèves. Il n'y a pas de « maîtres » autres qu'eux (voir point précédent).*
- *Leurs connaissances historiques et politiques ne sont pas militantes mais universitaires et très limitées. Ils ne font jamais référence au communisme comme mouvement et rangent de ce fait logiquement le mouvement ouvrier au sein de leur catégorie de « marxisme traditionnel », mais ils ne sont pas plus capables d'accueillir le nouveau, puisque pour eux les mouvements de la fin des années 1960-début des années 70 ne sont que des « modernisations de rattrapage ».*

Leurs lectures, tu en donnes d'ailleurs un exemple, remplacent ce que leur clientèle ne lit pas, c-à-d leurs livres. Comme à la fac où ces faux étudiants qui leur servent de public ne vont plus, ils délivrent une pensée en kit dont quelques mots-clés sont saisis et reliés uniquement dans le ciel des idées de l'idéalisme allemand, lieu où on ne risque pas d'être contredit. « Le marxisme de la chaire » aurait dit Marx.

Pour ma part, cela fait quelque temps déjà que je suis critique vis-à-vis de la CV, j'ai même de quoi en faire un livre un de ces jours (avec un peu de travail à la clé) car cela touche à des questions importantes.

>Ce dont je viens de parler, c'est de la réception de la CV, mais pas de ses points aveugles, de ses limites.

Pour en dire quelques mots sans aller à l'essentiel - ce qui demanderait de tous autres développements - les apports récents de l'archéologie et conséquemment de l'anthropologie politique depuis Clastres ou Sahlins sont ignorés, ceux de la psychanalyse sont mal digérés (un point de vue critique à cet endroit leur fait complètement défaut d'ailleurs), quant à l'Histoire ou à la critique du mode de connaissance scientifique moderne (sans parler de celle des techniques), elles sont absentes, ignorées ou réduites à la portion congrue (Cf. par ailleurs l'article de Daniel Cunha), alors que ce sont des éléments importants pour mener cette critique du « travail » à son terme. Car ce qu'on appelle « travail » a une histoire.

Prenons un raccourci et venons-en à ce qui se passe à la fin du xviii^e siècle en

Angleterre (j'en connais les prolégomènes à Sao Tomé et ailleurs au début du xvie siècle).

La prolétarianisation, c'est encore à mon avis le meilleur concept pour rendre compte de ce que devient le « travail » dans le capitalisme thermo-industriel. Outre que c'est la source de l'accumulation capitaliste pour le dire très vite, cette prolétarianisation a au moins trois aspects essentiels connus : les êtres humains deviennent des êtres hors-sol, c'est-à-dire coupés de tout moyen de subsistance autonome, avec toutes les conséquences physiologiques et psychiques que cela entraîne (cela est encore plus profond aujourd'hui qu'au xixe siècle) ; le travail en fabrique puis en usine les transforme en appendice de la machine (idem : bien que le travail à la chaîne ait été éloigné de nos regards - en Chine ou ailleurs - cela est encore plus profond aujourd'hui à cause de la prééminence du temps passé devant des écrans algorithmés par les gafam) ; le « travail en régime capitaliste » imprime son rythme et son abstraction aliénante sur tout le temps vécu depuis la naissance, il imprime sa marque indélébile sur les consciences et les inconscients. Là-aussi, l'aliénation s'est approfondie puisque les versants « socialisants » du travail (partage du même lieu et du même métier, coopération, amour du travail bien fait, perruque...) ne sont plus du tout de mise depuis la contre-révolution internationale, l'avènement de la micro-informatique, l'automatisation et autres joyeusetés.

En somme et paradoxalement, personne à présent et encore moins qu'hier, ne voudrait se déclarer « prolétarisé ou prolétaire » (surtout dans la petite bourgeoisie, fut-elle anarchiste, marxisante, libertaire ou simplement radicalisée) alors que nous le sommes tous, différemment certes, mais au moins aussi profondément qu'au XIXe siècle, car, ce dont il s'agit, c'est du dessaisissement profond de l'être.

D'une manière générale, toute analyse théorique ou politique qui négligerait les évolutions anthropologiques en cours serait gravement déficiente, de plusieurs points de vue. Malgré ses protestations, c'est pourtant le cas pour la CV.

Par ailleurs, le capital a fait du travail le totem fétichisé autour duquel tout gravite, au point où « l'absence de travail » est souvent vécue comme une perte, une exclusion, ce dont certains ont tiré une conséquence logique et ultime qu'ils ont inscrite à leurs frontons : « Le travail rend libre ». Seulement, hypnotisés par le totem, nous n'avons pas encore compris ce qui nous fait tourner autour depuis deux siècles. LA CHOSE doit être d'importance et sacrément refoulée pour que cela

perdure ainsi au profit d'un ordre aussi destructeur et aussi mortifère... Sinon, il se serait écroulé depuis longtemps, car l'Histoire nous apprend que lorsque l'imaginaire d'une civilisation vacille, alors ses « jours » sont comptés (je vais à l'os). D'ailleurs, pour être aussi forte, cette CHOSE a sûrement l'étendue, la force et la fonction d'une religion... Mais c'est une autre affaire.

Cette critique du travail s'est effondrée du jour où ont été battus les mouvements de refus du travail (et particulièrement et en dernier lieu en Italie) et que c'est le capital qui s'est mis lui-même à la critique du travail par un mouvement de restructuration consistant en une massive substitution capital/travail. (Je le subodore, mais je ne suis pas sûr du sens de cette phrase). *C'est le terme utilisé pour désigner le remplacement du travail vivant par le travail mort dans les différents processus de production (comme disait Marx déjà : « le mort saisit le vif »). Ce n'est néanmoins pas la fin du travail puisque celui-perdure aux marges de la production (l'agent de sécurité remplace le mineur de fond pour caricaturer). Un processus loin d'être terminé puisque les projections, par exemple pour les EU disent que les entreprises pourraient licencier environ 50% de leurs effectifs sans baisse notable de la productivité (il y a donc de la marge c'est le cas de le dire ; l'exemple de la mise en place vraiment au ralenti des caisses automatiques de supermarchés le montre aussi).*

Ce que veut dire Rancière, mais « à l'ancienne », donc en se situant dans le ton du mouvement ouvrier classique, c'est que tout ça formait un tout et que ce tout n'existe plus et qu'il le regrette ; le problème c'est qu'il positive ce processus qu'il aurait suffi de remettre sur ses pieds comme disait ce bon vieux Marx.

Mais dans ce que nous appelons la société capitalisée le temps de la « vie » est aussi colonisé que le temps de travail, ce qui ne l'empêche pas de sans cesse augmenter quantitativement sans que pour cela il (**le temps de la vie**) se désaliène forcément. C'est effectivement, comme tu le dis à demi-mot le propre de mouvements comme celui qu'on vient de connaître avec les Gilets jaunes qui permet de penser massivement un temps qui ne soit plus à remplir ou à occuper à tout prix, mais un temps où on ne compte plus son temps et où on ne perd plus son temps. A un niveau plus restreint, mais plus complet : l'expérience de NDDL, mais nous ne sommes pas au Chiapas.

Dans nos pays dominants il n'y a plus de bases arrières depuis longtemps et les agriculteurs ne sont plus des paysans mais des individus en contact avec la terre, mais demandant un mode de vie urbain salarié (machines, vacances et retraites).

En dehors des mouvements donc point de salut sauf à attendre la « crise » ou la catastrophe, mais de là à parler de « mouvement exemplaire » il y a un pas... qu'on peut refuser de

franchir.

Si l'on prend le mouvement des Gilets jaunes, ce que l'on peut dire, de son intérieur, comme à la réflexion, aujourd'hui, c'est que c'est déjà pas mal qu'il ait été un « analyseur » de la crise de reproduction du rapport social capitaliste. Cela relève de son initiative et il l'a rendu manifeste.

« Analyseur » oui, mais avec toutes les limites que l'on traîne depuis un siècle du côté de l'analyse... « Révélateur », ou bien « épreuve du feu » pour les théories et les théoriciens, comme toujours évidemment dans ces moments-là.

Rien de tout cela dans le mouvement sur les retraites où l'initiative revient en fait au pouvoir et aux fractions « éclairées » (?) *dans la dernière version, sur suggestion des autres membres de la revue, on a mis « moderniste » à la place de « éclairé » dans la mesure où la CFDT est le seul syndicat à avoir à peu près compris la révolution du capital et la fin de la centralité du travail qui en découle, mais bien sûr pas d'un point de vue révolutionnaire* du syndicalisme (CFDT surtout) de jouer les lanceurs d'alerte sur une situation de plus en plus irréproducible et explosive, que les opposants à la réforme, en toute logique politique, ne devrait pas vouloir continuer à reproduire... **Le sens de cette phrase n'est pas immédiatement perceptible.** *(la position réactionnaire au sens premier du terme de FO et de la CGT qui défendent division et hiérarchie du travail et donc des retraites qui redoublent en les aggravant ces inégalités).*

Si on ne lit plus et qu'on n'entend pas aujourd'hui de grandes envolées sur « l'auto-négation du prolétariat », c'est que dans le contexte actuel, il apparaît déjà bien improbable, pour le plus grand nombre de scier la branche sur laquelle on est assis. Non on n'a pas que nos chaînes à perdre *contrairement à ce que tu énonces plus haut ; je pense que tu confonds prolétarisation et paupérisation, alors que le mouvement des Gilets jaunes a « révélé » (j'emploie ce mot puisque tu sembles choqué par l'emploi du terme « analyseur » qui n'est d'ailleurs pas de moi, mais de Jacques Guigou) justement la nouveauté de la situation. C'est d'ailleurs parce que beaucoup « d'analystes » ressentaient ça confusément que le terme de plèbe a été assez souvent utilisé pour désigner les GJ. L'autre élément qui a joué est que les Gilets jaunes ne se sont jamais revendiqués et encore moins identifiés aux prolétaires de la lutte des classes. La référence révolutionnaire, si référence il y avait, c'est aux sans-culottes qu'elle s'adressait, mais comme dans un ordre inversé.*

Les sans-culottes n'étaient que des « bras-nus » (Daniel Guérin) et pas encore des prolétaires-ouvriers ; les Gilets jaunes ne peuvent plus le devenir ouvriers-prolétaires car il n'y a plus besoin d'une « armée industrielle de réserve ». C'est pour cela qu'ils ont

Échange à partir de la réponse à la lettre de J.-M. Royer à J. Rancière

partiellement remis en question les conditions de vie en général comme s'ils sautaient par-dessus la question du rapport au travail. Et même s'il y avait beaucoup de retraités sur les ronds-points et chez les Gilets jaunes et que si certains ont participé aux manifestations sur la retraite, c'est plus parce qu'ils ne voulaient pas lâcher le morceau (« On est là ... ») que par motivation et détermination sur la réforme des retraites.

Voilà pour le moment,

Jacques W

1. A noter que cet ouvrage de Marx qui a été central en France pour la critique du travail dans l'immédiat après 68, n'est même pas cité dans le choix de textes de Marx que l'althussérien ex marxiste-léniniste Kurz présenta dans son livre Lire Marx en 2002 [[↔](#)]